



Une responsabilité commune

La première souveraineté réside dans chaque individu qui choisit les vertus et les principes qu'il honore. Bien sûr, certains dirigeants se croient maîtres de nos destinées et agissent comme s'ils étaient seuls aux commandes. Ils décrètent des guerres, vendent des armes, répandent le mensonge, avilissent les esprits et sèment la peur de l'autre dans le cœur des nations. Ils instrumentalisent la science ou la religion, font du marché un dieu et de l'austérité un dogme, mais ils sont dupes s'ils croient conduire l'histoire à leurs fins. La véritable souveraineté réside dans le cœur de chaque communauté lorsque la parole est libérée et que les gens s'organisent sur une base collective.

Un peuple, ça dure longtemps, ce n'est pas l'histoire d'une génération de parvenus, mais des dizaines de générations unies dans un même effort à la poursuite d'un rêve : faire de cette terre un monde habitable pour tous et pour toutes; pas un paradis réservé à quelques-uns qui s'enferment dans une cabine de pilotage sous prétexte qu'ils ont été élus et qu'ils ont le droits de vendre notre âme au diable s'ils le veulent.

Pour survivre, nous devons apprendre à libérer nos territoires intérieures comme le dit le slogan de la Marche mondiale des femmes, afin de décoloniser nos esprit et apprendre à penser par nous-mêmes selon l'impératif moral de Kant. Nous ne

sommes plus des enfants, si nous discutons ensemble du bien commun fondé sur la justice sociale, nous pouvons y arriver en refondant le sens des valeurs et l'espace du sacré qui se situe hors du marché et demeure pour cela non négociable.

L'internet a libéré une force unique dans l'histoire de l'humanité, aussi puissante que l'invention de l'écriture ou de l'imprimerie. Si le web ne nous met pas à l'abris des manipulations et des dérives populistes, il nous donne accès en temps direct à une diversité d'opinions sur tous les sujets. Il met donc fin au règne de la pensée unique en abolissant les ghettos du savoir et de la connaissance. Toutefois, il faut prendre garde de rester humain et de ne pas devenir les simples réceptacles d'un spectacle permanent et futile qui défile en permanence sur nos écrans. La télévision est un objet malsain qui affecte la santé mentale des individus. De fait, de plus en plus de gens me disent ne plus en avoir, ainsi on libère temps et argent pour se mobiliser et s'informer, réfléchir et méditer.

Pour cela, il faut apprendre à faire le vide en soi, prélude à l'émergence des grandes idées porteuses de transformation. Dans le tumulte incessant du bruits et des images, des idées et des mots, des sensations et des émotions, il devient impossible de prendre une certaine distance pour qu'émerge une conscience nouvelle fondée non pas sur des impressions passagères, mais sur ce que l'âme de ce monde cherche à nous révéler. Ne

refusant pas de voir le mal qui afflige l'humanité, il faut cependant semer l'espoir qu'un autre monde est possible en nous élevant au-dessus de la petitesse de ceux et celles qui n'ont le pouvoir que nous leur accordons. C'est à ce prix seulement que nous pourrions emprunter le chemin des réels qui se trouvent devant nous.

Le défi, c'est de faire communauté pour qu'à travers une délibération saine, non dominatrice, à l'écoute des besoins de tous et de toutes, en priorisant les plus vulnérables, émerge l'intelligence collective guidée par des principes élevés admis par consensus. Ainsi l'intérêt particulier ne saurait se substituer à l'intérêt général et la somme des égoïsmes ne constitue jamais un projet de société.

De ce dialogue permanent, ce à quoi devrait servir raisonnablement les médias de masse, les commissions parlementaires, les comités de citoyens, les assemblées publiques, les syndicats et les associations en tout genre, émerge inexorablement un esprit collectif qui tend vers la concorde dans la poursuite du bien commun de l'humanité.

Yves Carrier

DANS CETTE ÉDITION

Spiritualité et citoyenneté	2
Manifeste des professeurs	3-4
L'éducation critique	5
Changement climatique et Amazonie	6-8
Lettre au premier ministre	9
Comité transport du CAPMO	10-11
Calendrier	12

Joyeux anniversaire ! !

Frédéric McDuff, 2 avril

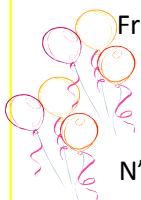
Vivian Labrie, 17 avril

Philippe Ouellet, 20 avril

Martine Sanfaçon, 26 avril

Nadine Stass, 26 avril

N'hésitez pas à nous faire parvenir votre date d'anniversaire!



SPIRITUALITÉ et CITOYENNETÉ

par Robert Lapointe

IDENTITÉ, VALEURS ET INTÉRÊTS

L'identité tient compte à la fois de ce qui nous rassemble et de ce qui nous différencie, pour bien s'identifier. Et l'identité rend compte également de nos valeurs et de nos intérêts.

Il existe trois grandes familles de valeurs: humaines, qui définissent notre humanité; citoyennes, qui définissent la citoyenneté et, mieux encore, notre concitoyenneté; et spirituelles, qui définissent notre niveau de spiritualité, notre désir de dépassement, d'épanouissement. Les premières et dernières enchâssent les citoyennes, qui définissent aussi notre rapport à l'État et nos relations avec les autres concitoyens.

Au premier niveau donc, humanité, (con-)citoyenneté, spiritualité. Au second niveau, toutes nos appartenances qui, quoique secondaires par rapport à ce qui nous rassemble (le premier niveau), permettent de nous distinguer, de nous différencier, de nous identifier. Elles sont donc tout aussi importantes, car la réduction au même, à l'identique, est encore plus dangereux que la négation de nos appartenances, de nos différences.

Parmi les appartenances, le sexe, l'orientation sexuelle, la classe sociale, la nationalité, la religion, le parti politique, l'organisation communautaire, etc.. Et les appartenances font davantage référence à nos intérêts particuliers ou de classe, de nation, de religion, etc.. Alors, parler de valeurs liées au sexe, à la nation (valeurs québécoises), à la religion, à la classe sociale (valeurs bourgeoises ou prolétariennes) peut être quelque peu abusif même s'il y a de très gros problèmes à ce niveau (sexisme et patriarcat, capitalisme), lesquels souvent se rattachent au premier niveau des valeurs. (Il peut y avoir débat et conflit entre les valeurs.) Les appartenances sont souvent des manifestations culturelles des valeurs universelles définies plus haut. Les religions sont des versions culturelles et historiques de la spiritualité qui a une dimension universelle.

Il peut y avoir conflit entre valeurs et intérêts. On peut utiliser les valeurs pour nier les intérêts particuliers et camoufler ses propres intérêts. L'histoire reflète cette réalité. Les tenants des valeurs de la noblesse ou religieuses ont longtemps négligé les intérêts des classes sociales inférieures. Celles-ci, sous la direction de la bourgeoisie, ont fini par faire prévaloir leurs propres intérêts et promouvoir leurs versions des « valeurs »; cela a conduit à la situation actuelle, à la confusion des valeurs et des intérêts, des besoins et des désirs, de l'identité et des appartenances. Manipuler les valeurs pour faire prévaloir des intérêts a toujours été le lot de ceux et celles qui désirent acquérir plus de pouvoir et imposer leurs points de vue. Ils font accroire que l'appartenance, ce qui différencie, est plus importante que ce qui nous rassemble. C'est un projet diabolique, au sens étymologique du terme. Diable vient du grec *diabolos*, ce qui divise. C'est aussi un projet diabolique au sens moral, car il tend à nier l'humanité de l'autre, sa manière culturelle et personnelle de vivre sa spiritualité, son droit à la citoyenneté. S'en tenir aux valeurs universelles, ce n'est pas nier nos appartenances, mais respecter celles d'autrui, car les valeurs ne peuvent être vécues que de façon culturelle, locale et personnelle.

ACTIVITÉS SOCIALES

La ligne de hockey aux cartes poursuit toujours ses activités au CAPMO les vendredis et dimanches à compter de 16 heures. Pour les personnes qui le désirent, nous mangeons ensemble et nous avons parfois d'autres activités sociales, faisons des sorties. Tout le monde peut devenir champion et championne. Venez nous visiter au 435 Du Roi, 2ième étage.

LA GUERRE QU'ON NOUS FAIT Manifeste de profs contre tout ce qui vient avec l'austérité

Nous refusons l'appauvrissement humain, social, politique et intellectuel que l'offensive antisociale appelée austérité fait subir au monde, lui donnant ce visage patibulaire, cynique, servile, tout juste navré, médiocre, un brin sadique.

Cette offensive menée pour satisfaire les intérêts des élites économiques vise à soumettre, secteur par secteur, les personnes et les choses au règne contraignant de la marchandisation et du profit tout-puissant.

Depuis longtemps mise en œuvre, cette révolution conservatrice est avant tout une guerre menée contre les mécanismes collectifs de redistribution des richesses, de mise en commun des ressources pour faire face aux aléas de la vie. Même imparfaits, même incomplets, les services publics sont les arrangements minimaux de solidarité qui témoignent d'un souci collectif pour une vie juste. Et pour défendre cela nous sommes prêts à nous battre.

Dans notre domaine, celui de l'éducation, une telle révolution procède par l'instrumentalisation des savoirs, de l'enseignement et de la recherche, arrimés de plus en plus entièrement aux seules exigences toxiques, mortifères, de l'accumulation et de l'optimisation. L'introduction, en force et partout, de techniques et mesures managériales, adossées au grand calcul néolibéral, ratatine l'éducation comme système et comme geste. Loin de cet appauvrissement, l'éducation que nous défendons consiste à soutenir l'aventure des esprits en train d'apprendre et d'interroger les réalités, et à assumer avec eux toute l'intensité affective et intellectuelle qu'elle engage.

Cette offensive généralisée s'attaque aux ressources et aux pouvoirs qui constituent nos milieux. Comme acteurs et actrices du monde de l'éducation (et nos camarades de la santé et des services sociaux en savent aussi quelque chose), nous ne cessons de constater les multiples atteintes aux temps et espaces où s'exercent notre autonomie professionnelle et notre collégialité. L'exercice de notre responsabilité se rétrécit à mesure que croît une bureaucratie managériale et ses instances de contrôle infantilisantes sous couvert de reddition de comptes débilés.

Dans la société tout entière, c'est l'ensemble des formes de l'action collective que l'austérité prend pour cible. L'action syndicale, autonome ou directe, la grève, les pratiques politiques contre-hégémoniques, hors de la scène parlementaire, sont de plus en plus marginalisées, criminalisées, suspectées (de radicalité notamment), méprisées, réprimées au nom de la protection d'un ordre des choses naturalisé, scellé, poli et policier, placé hors d'atteinte derrière des vitrines qu'on ne pourrait que lécher. Cette neutralisation de notre capacité d'action participe d'un dispositif de dépolitisation qui tente de nous faire prendre pour des nécessités des décisions politiques. Cette affaire-là n'est pas banale. Elle fait violence, symboliquement et effectivement, aux conditions mêmes du commun et de toute communauté : la politique, et son cœur, la conflictualité. La révolution dont l'austérité est le visage confine la politique à un terrain neutralisé, procéduralisé. Reste la forme aseptisée et infiniment appauvrie d'un système incarné par ses politiques professionnel-le-s.

Cette violence a ceci d'insidieux qu'elle impose les termes mêmes du débat par lequel nous essayons de la déplier pour nous en défendre. Elle soumet le sens des mots à sa seule autorité et nous tire par la langue sur son terrain marketing où seule prévaut la relation de l'approvisionnement commercial.

Même quand on prétend le protéger, le citoyen n'est qu'un « client ». S'efface dès lors la portée politique de ses exigences. Si le mot chien n'a jamais mordu personne, la langue du pouvoir, au contraire, performe directement une guerre contre cette autre richesse mise à mal : les idées et les langages servant à dire la complexité du monde.

L'austérité est donc un appauvrissement intérieur, où dominant la crainte des sanctions et la faim des récompenses, le stress et l'insécurité sociale, la peur de l'avenir et la peur de l'autre, peur bleue – peur rouge – peur blanche. État d'esprit assiégé, redoutable producteur d'impuissance et de docilité. Les êtres par lui créés seront faits sur mesure pour un système libéral-paternaliste.

verso

LA GUERRE QU'ON NOUS FAIT Manifeste de profs contre tout ce qui vient avec l'austérité

Un système où les formes mêmes de notre présence au monde sont captives, où l'audace, la création et l'invention voient détournées leurs forces éruptives au profit de la rengaine plate de l'innovation.

Ne reste alors qu'à devenir un bon entrepreneur de soi, à mesurer la valeur de sa vie à l'aune de ses biens, de ses placements et de ses investissements, à voir en l'autre au mieux un partenaire, au pire un compétiteur dans l'inférieure roue de fortune néolibérale.

Également compromise avec la violence faite aux territoires et à leurs composantes naturelles, l'austérité est la face coupante d'un abandon de la richesse commune de notre géographie à des projets de transport et d'extraction (de pétrole notamment) écocidaire, autant de désastres toujours déjà là et que rien ne pourra réparer. Pour le néolibéral austère comme pour l'homme blanc dont parlait le chef Seattle il y a plus d'un siècle et demi, la terre est un ennemi à piller ; lorsqu'il l'a conquise et exploitée, il va plus loin ; il l'enlève à ses enfants et cela ne le tracasse pas ; son appétit la dévore et ne laisse derrière lui qu'un désert.

En fait, c'est l'ensemble du territoire humain et social, et tout ce qui fait la valeur de la vie, sa véritable richesse, c'est tout cela qui est ainsi traité comme un corps malade à assainir, un budget à compresser. Et puis des ruines, d'où l'on tire les diamants noirs des millionnaires s'adonnant à l'évasion et l'évitement fiscaux.

La charge dont austérité est le nom euphémisé, c'est la capture de nos existences par le travail, toujours plus de travail, qui consume le cœur de nos vies et le temps de nos meilleures années. Elle vole les jours que nous ne passerons pas à vivre, à bien vivre ensemble, à prendre soin les uns des autres, à aimer, à discuter, à mettre bout à bout nos solitudes, à inventer des manières nouvelles de faire, de dire, de fabriquer, de penser.

La guerre qu'on nous fait se réfracte dans tous les espaces de nos vies. Elle plie nos rythmes et notre quotidien, ses gestes et ses heures, à ses obligations. Elle nous frappe toutes et tous, nous sépare des territoires communs que nous essayons d'habiter pour les ouvrir aux dispositifs de l'extraction pour le profit privatisé.

Nous refusons les névroses du tout-marchandise et son angoisse sociale.

Nous refusons le peu où on nous réduit. Nous refusons notre réification triple de contribuable-consommateur-majorité silencieuse.

Nous refusons la grande honte de vouloir la vie bonne pour toutes et tous.

Nous nous organisons.

C'est ici que croît la rose, c'est ici que nous dansons !

28 février 2015



Buts de l'éducation critique

Frei Betto

Une éducation critique et libératrice doit tendre à construire une civilisation solidaire, libre d'oppression et d'inégalité sociale. Nous vivons tous sous l'hégémonie de la pensée unique néolibérale et de l'économie capitaliste centrée sur l'appropriation privée de la richesse. Le néolibéralisme, dont le virus se répand de manière pernicieuse, s'introduit dans les méthodes pédagogiques et dans les théories scientifiques; enfin, dans toutes les branches de la connaissance humaine. De la sorte, il s'insère progressivement au cœur même des idées et des attitudes qui fondent l'éthique (ou le manque d'éthique) des relations entre les êtres humains et de ceux-ci avec la nature.

Dans la logique néolibérale, l'inclusion de l'individu comme être social est mesurée par son insertion dans le marché comme producteur et consommateur. Les relations humaines sont déterminées par la possession de biens revêtus de valeur. C'est le fétichisme dénoncé par Marx. Cette inversion relationnelle, selon laquelle la marchandise possède plus de valeur que la personne humaine, et la personne humaine est valorisée dans la mesure où elle possède de façon ostentatoire des biens de valeur, contamine tout le corps social, incluant l'éducation et la religion comme la dénoncé le Pape dans son homélie du 22 décembre dernier ne signalant les « 15 maladies » qui corrompent la Curie romaine. De là découle une éthique perverse qui se démarque avec les valeurs de la compétitivité, le pouvoir de la consommation, les symboles de richesse et de puissance et la supposée main invisible du marché. Une telle perversion éthique affaiblit les organismes de renforcement de la société civile, comme les mouvements sociaux, les syndicats, les associations de quartier populaire, les ONG, les partis politiques...

Le schéma adopté n'est plus celui de l'altérité et de la solidarité, sinon celui de la consommation narcissique et de la compétitivité. Comment surmonter aujourd'hui ce schéma de vie capitaliste qui, même s'il n'est pas apparent dans notre milieu social, prédomine souvent dans notre esprit ? En cela, l'éducation exerce un rôle prépondérant pour que les nouvelles générations ne se sentent pas obligées à s'adapter au nouveau « déterminisme historique »: l'hégémonie du marché. Aujourd'hui, une arme puissante pour dépasser le néolibéralisme, c'est l'éducation critique et coopératrice, capable de créer de nouveaux paramètres de connaissance et de susciter de nouvelles pratiques émancipatrices. Surtout lorsqu'elle est associée aux mouvements sociaux de défense des droits humains et d'amélioration de la démocratie. C'est à travers l'éducation que sont façonnées les subjectivités qui impriment une signification aux phénomènes sociaux. Fréquemment, on vit un antagonisme entre le microsocial (normé par la subjectivité) et le macrosocial (normé par les structures). Nous professons une éthique que nous ne pratiquons pas et une démocratie que nous n'admettons pas lorsque nous exerçons un poste de pouvoir. De bons exemples de cohérence entre le micro et le macro-social sont Gandhi, Luther King et Chico Mendes qui, à partir de leurs idéaux spécifiques — lutte contre l'impérialisme britannique, la discrimination raciale et la dégradation environnementale — parvinrent à modifier les structures et à implanter de nouveaux paramètres éthiques dans les relations personnelles et sociales.

Frei Betto est écrivain (6 mars 2015).

Changement climatique et Amazonie : un cri d'alarme

François Houtart

À Lima, les Nations Unies ont organisé en décembre 2014 la dernière réunion préparatoire à la Conférence de Paris sur le climat qui aura lieu à la fin 2015. Il y eut plusieurs références à la forêt amazonienne, mais aussi, en marge de cette rencontre officielle, s'est organisé un Tribunal d'opinion sur le droit de la nature qui rejoignait le thème. Le problème climatique est assez simple. En même temps que les activités humaines produisent plus de gaz à effet de serre, l'on détruit les puits de carbone, c'est-à-dire les lieux naturels d'absorption de ces gaz: les jungles et les océans. Le résultat est que la planète ne peut se régénérer entièrement et que nous avons maintenant besoin d'une planète et demie pour la restauration de la nature.

Trois endroits dans le monde possèdent des réserves forestières importantes régulatrices des écosystèmes régionaux: l'Asie du sud-est (La Malaisie et l'Indonésie), l'Afrique centrale (le Congo) et l'Amazonie. Le premier est déjà pratiquement disparu: La Malaisie et l'Indonésie ont détruit 80% de leurs forêts primitives pour la plantation de la palme africaine et de l'eucalyptus. Au Congo, les guerres ont ralenti l'exploitation forestière et l'extraction minière, mais ces activités se sont renouvelées au cours des dix dernières années. L'Amazonie est en plein processus de dégradation. Le pape François qui prépare une encyclique sur les problèmes climatiques, qualifie de péché la destruction de la forêt tropicale.

Les fonctions géologiques de la forêt amazonienne

Avec 4 millions de km², présente dans 9 pays, cette jungle emmagasine 109 660 millions de tonnes métriques de CO₂, c'est-à-dire 50% du CO₂ des forêts tropicales de la planète. Un total de 33 millions de personnes vivent dans cette région et parmi elles, 400 peuples indigènes.

Une étude d'un scientifique brésilien, Antonio Donato Nobre, Le futur climatique de l'Amazonie, rapport d'évaluation scientifique, décrit de façon impressionnante les fonctions de la jungle amazonienne. Il a recensé les études faites au Brésil. L'histoire géologique de l'Amazonie est très ancienne. Il a fallu des dizaines de millions d'années pour construire la base de la biodiversité de la jungle, qui établit celle-ci comme une « machine régulatrice de l'environnement » d'une haute complexité. Il s'agit

d'un « océan vert » en relation avec l'océan gazeux de l'atmosphère (eu, gaz, énergie) et l'océan bleu des mers, dit l'auteur.

Ces principales fonctions sont au nombre de cinq. Premièrement, grâce à la transpiration des arbres, la jungle maintient l'humidité de l'air et permet les pluies dans des endroits éloignés des océans. Deuxièmement, les pluies abondantes aident à conserver un air propre. Troisièmement, la jungle conserve un cycle hydrologique bénéfique même dans des circonstances adverses parce qu'elle aspire l'air humide des océans vers l'intérieur du continent, y maintenant des pluies quoi qu'il arrive. Sa quatrième fonction est l'exportation de l'eau par les rivières et les fleuves sur de grandes distances, empêchant la désertification, spécifiquement à l'est de la cordillère. Finalement, la jungle évite les phénomènes climatiques extrême grâce à la diversité forestière qui empêche les tempêtes alimentées par la vapeur d'eau. C'est pourquoi l'on doit protéger cette richesse naturelle exceptionnelle.

La dégradation de la jungle

Les effets de la dégradation actuelle de la jungle amazonienne sont déjà visibles: réduction de la transpiration, modification des pluies, prolongement de la saison sèche. Au Brésil seulement, il y a eu en 2013 une déforestation de 763 000 km², c'est-à-dire 3 fois l'État de Sao Paulo ou 21 fois la Belgique. On estime qu'une diminution de 40% de la jungle signifierait le début d'un processus de transition vers une savane. Actuellement 20% ont été détruit et un autre 20% sont sérieusement affectés. Selon une déclaration de la FAO, lors de la journée internationale de la jungle en 2014, si l'évolution actuelle se poursuit, d'ici 40 ans il n'y aura plus de jungle amazonienne, mais une savane avec quelques bosquets. C'est pourquoi, l'auteur de l'étude demande un changement radical, estimant que le défi est encore possible à relever. Il propose une restauration de la jungle détruite, une diffusion des connaissances pour alimenter l'opinion publique et les décisions urgentes des dirigeants politiques. Mais, au fait, qu'est-ce que nous constatons? Tous les pays qui possèdent sur leur territoire une partie de la forêt amazonienne ont de « bonnes raisons » pour l'exploiter.

Changement climatique et Amazonie : un cri d'alarme

François Houtart

Dans les pays néolibéraux il y a l'idée d'exploiter les ressources naturelles qui doivent contribuer à l'accumulation du capital. Dans les pays « progressistes » les arguments sont différents: ils ont besoin d'extraire les richesses naturelles et de promouvoir l'exportation agricole pour financer les politiques sociales tandis que dans les régimes sociaux-démocrates, on recense dans le discours politique un mélange des deux arguments. Mais, peu importe le discours, le résultat est le même.

À l'ouest de l'Amazonie, c'est l'exploitation pétrolière qui avance dans la jungle. Il suffit de visiter une région comme le Putumayo colombien pour observer les dommages énormes de la phase de prospection. Le président de VETRA, entreprise pétrolière canadienne, M. Humberto Calderon Berti, affirma en 2014 que malgré les difficultés (la bas prix du baril de pétrole, l'opposition de la population, la présence de la guérilla), « Nous ne partons pas d'Amazonie, c'est une mer de pétrole qui va du haut de La Macarena et qui passe par l'Équateur et le Pérou. » Actuellement l'entreprise extrait 23 000 barils par jour sur le Putumayo colombien.

Au Venezuela de nouveaux gisements attendent l'exploitation pour contribuer aux politiques de solidarité de l'ALBA. En Équateur le projet prophétique du Yasuni est abandonné à cause du manque d'appui international et aussi de la pression des intérêts locaux. La frontière du pétrole continue d'avancer. Au Pérou et en Bolivie, les puits de pétrole et de gaz se multiplient. Partout, les déchets continuent de contaminer les eaux et les sols, par négligences coupables, comme dans le cas de Chevron (ancien Texaco) en Équateur, par accidents d'exploitation ou de transport, ou simplement parce que les technologies propres sont trop coûteuses.

Certains exemples concrets : En Équateur, ce sont plus de 16 millions de gallons d'eau contaminée qui ont été déversés dans les rivières d'Amazonie par Texaco. Quelques mille piscines de résidus laissent s'échapper du mazout dans les sols, 30 ans après le départ de l'entreprise. En 1993, 30 000 Équatoriens affectés par la contamination ont présenté à New York un recours judiciaire. Il s'agit d'une catastrophe plus grande que les déversements des dernières années dans les mers.

À Loretto au Pérou, le déversement total fut de

2 637 000 de barils de pétrole (353 000 tonnes métriques). En 1979, ce fut 287 000 tonnes (10 fois plus que la catastrophe de l'Exon Valdez). Il y eut des dommages pratiquement irréversibles qui prendront des siècles à se réhabiliter. Des métaux lourds, mercure, plomb, arsenic, etc., qui dépassèrent 322 fois les limites permises. L'état d'urgence a été déclaré: 100 communautés ont été affectées, plus de 200 000 personnes, sans parler des conséquences sanitaires (cancers, mutations génétiques, fausses couches) et socioculturelles. Dans le même pays, en 2009, des milliers de personnes contre les projets extractifs qui détruisent les forêts et les rivières et il y a eu à Curva del Diablo 53 morts et 200 blessés. Deux autres entreprises ont reçu des concessions pour un total de 658 879 677 hectares.

À l'Est, ce sont les mines qui détruisent de grandes surfaces de la jungle. Dans l'État du Para, au nord du Brésil, l'entreprise Vale a reçu une concession de plus de 600 000 hectares et les exploitations minières de cuivre et d'or s'ajoutent à celles du fer, transformant de grandes superficies en paysages lunaires. L'activité minière se retrouve aussi dans plusieurs régions à l'ouest de la cordillère du Condor, l'entreprise canadienne Afrodita s'est approprié une partie du parc Ichigkat Muja pour ses activités minières. Du côté équatorien, la mine Condor-Mirador se trouve en conflit avec les communautés indigènes en raison du manque de précaution environnementale et d'études d'impacts.

Depuis le Sud, montent les monocultures de soja et d'huile de palme, en grands rectangles qui, vus du ciel, apparaissent comme des blessures ouvertes dans le paysage. Le code forestier brésilien explique dans son introduction que le pays veut favoriser « l'agriculture moderne », c'est-à-dire industrielle. Le « roi du soja » et le gouverneur de l'État du Mato Grosso. Les entreprises hydro-électriques occupent principalement le centre de la jungle amazonienne, inondant des milliers d'hectares de terre. Au Brésil, le projet du Rio Madeira dans l'État du Rondonia, 10 000 personnes furent forcées de quitter leur foyer. L'hydro-électrique Belo Monte sur le fleuve Xingu inonde 500 km² affecte 40 000 familles, sans aucune consultation préalable.

Changement climatique et Amazonie : un cri d'alarme

François Houtart

Depuis le Sud, montent les monocultures de soja et d'huile de palme, en grands rectangles qui, vus du ciel, apparaissent comme des blessures ouvertes dans le paysage. Le code forestier brésilien explique dans son introduction que le pays veut favoriser « l'agriculture moderne », c'est-à-dire industrielle. Le « roi du soja » est le gouverneur de l'État du Mato Grosso. Les entreprises hydro-électriques occupent principalement le centre de la jungle amazonienne, inondant des milliers d'hectares de terre. Au Brésil, le projet du Rio Madeira dans l'État du Rondonia, 10 000 personnes furent forcées de quitter leur foyer. L'hydro-électrique Belo Monte sur le fleuve Xingu inonde 500 km² affecte 40 000 familles, sans aucune consultation préalable. Le barrage de Balbina, pendant les trois premières années de son existence émit 23 750 tonnes métriques de CO₂ et 14 000 tonne de méthane. Malgré les mesures gouvernementales, l'exploitation légale ou illégale du bois, continue d'être agressive. Les incendies, accidentelles ou provoqués, détruisent de grands espaces de la jungle. Des œuvres publiques de routes, de pipelines, de chemins de fer, de transport fluvial, contribuent aussi à la destruction environnementale.

Au milieu de cette problématique, on trouve de millions d'êtres humains affectés par la transformation de leur milieu de vie, par l'expulsion de leurs terres ancestrales, par la colonisation de leurs territoires et par la criminalisation de la protestation. Les peuples indigènes qui n'acceptent pas la rupture entre la nature et la culture, sont les meilleurs agent de la conservation de la vie de la jungle, mais aussi les premières victimes de son exploitation. De nombreuses espèces vivantes, animales et végétales, paient aussi le prix de ce « progrès de civilisation ».

Les oublis du discours officiel

Dans les discours officiels, on n'entend pas beaucoup parler des coûts de ces politiques, c'est-à-dire des millions de tonnes de CO₂ envoyées dans l'atmosphère, ni du type d'usage qui est fait des métaux extraits ou des produits de l'agriculture industrielle: l'or qui en grande partie termine dans les coffres forts des banques pour garantir le système financier, le fer qui sert à fabriquer l'armement, le soja pour alimenter le bétail qui à son tour produit plus de

gaz à effet de serre que le transport, etc. En vérité, la première responsabilité se trouve au nord, mais la reproduction du même modèle de production et de consommation a les mêmes conséquences et cela n'est pas en première instance un problème moral ou politique, sinon mathématique.

Quelles solutions ?

Évidemment, il ne s'agit pas de transformer l'Amazonie en un jardin zoologique, ni de transformer les peuples indigènes en objets de musée, sinon d'adopter une vision holistique de la situation, c'est-à-dire non segmentée du réel, permettant ainsi à une certaine logique de croissance économique de fournir la seule référence, oubliant les externalités environnementales et sociales, ou de poursuivre des politiques à court terme qui oblitérent le futur. Cela peut se traduire dans des mesures très concrètes.

Il ne s'agit pas non plus, pour les pays d'Amérique latine, de perdre leur souveraineté et de laisser les autres puissances imposer des régulations en fonction de leurs intérêts, mais plutôt afin que les dirigeants politiques prennent ensemble des mesures positives de sauvegarde de la forêt amazonienne, en collaboration avec les peuples concernés. UNASUR pourrait être le lieu de collaboration institutionnelle pour réaliser cette tâche urgente. La crise qui affecte la région, avec la baisse des prix du pétrole et d'autres commodités, peut être l'occasion de prendre des initiatives. Les pays qui y feront passeront à l'histoire comme des visionnaires.

François Houtart

Professeur à l'Institut des Hautes études nationales (I.A.E.N.), Quito, Équateur.



Lettre au premier ministre du Québec**Pierre Prudhomme**

Laval, Le 29 mars 2015

M. Philippe Couillard, Premier ministre du Québec

Mme Lise Thériault, Ministre de la Sécurité publique

M. Labeaume, Maire de Québec

Bonjour, j'ai été témoin, jeudi soir dernier, par le service des nouvelles de Radio-Canada, de l'altercation entre les policiers et les étudiants à Québec, où, à une distance de moins d'un mètre, un de vos policiers a atteint en plein visage Mme Naomie Tremblay-Trudeau à l'aide d'un fusil lance-flammes.

J'en ai été profondément blessé, indigné et révolté. Quelle est la cohérence de votre discours quand vous prétendez vouloir atteindre l'équilibre budgétaire pour, avec raison, ne pas faire porter sur le dos des générations futures le poids d'une dette engendrée par nos choix collectifs, et que, devant l'expression de leur désaccord sur les moyens d'y arriver, vous laissez les forces policières menacer leur propre sécurité en s'en prenant à leur intégrité physique?

Quel type de société préparez-vous quand cette société gaze et traite de cette façon sa jeunesse?

Je ne sais si les stratégies et les objectifs définis par les étudiants pour aller en grève sont les plus appropriés. Mais en tant que père et grand-père, je vous fais part des raisons qui me font croire qu'ils ont raison de s'indigner et que, contrairement à M. Labeaume qui posait béatement la question « Mais qu'est-ce qu'ils faisaient là? », je pense qu'ils ont peut-être de bonnes raisons d'être là.

Je ne trouve pas normal qu'une jeunesse qui retarde son intégration sur le marché du travail pour se donner une formation digne des exigences d'une participation citoyenne dans la société et le monde du travail d'aujourd'hui soit obligée de s'endetter pour ce faire. Je ne trouve pas normal que vous laissiez croire qu'il n'y aura pas de coupures dans les services publics alors que ma propre bru formée en psycho-éducation se voit couper son poste de soutien aux enfants en difficulté dans des classes de Montréal-Nord, pénalisant les enfants les plus vulnérables et hypothéquant d'autant leur avenir.

Je trouve indécent cette tendance à couper les dépenses tout en refusant de prendre des mesures

pour aller chercher des revenus là où est l'argent. Est-il légitime de légaliser des mesures d'évitement fiscal en augmentant les montants assujettis aux REER et CELI permettant à ceux qui en ont les moyens de diminuer leur impôt à payer? Et surtout comment justifie-t-on que, parallèlement, on refuse de s'attaquer aux paradis fiscaux qui permettent à des multinationales et à de riches individus de mettre des milliards de dollars à l'abri de l'impôt comme aux Îles Jersey?

Je partage l'opinion de la présidente de la Commission américaine sur l'évitement fiscal qui, dans le documentaire « Le prix à payer » interpellait les directions de grandes entreprises réfugiées dans les paradis fiscaux: « On ne vous reproche pas d'être illégal. On vous reproche d'être immoral ». Et je rajouterais aux politiciens et politiciennes élus pour ce faire: « Je vous reproche de ne pas rendre illégal ce qui est illégitime ».

Je partage l'opinion de Naomi Klein quand elle qualifie de « criminelles » les politiques de nos gouvernements qui investissent dans les énergies fossiles malgré les avertissements de plus en plus insistants et urgents de la communauté scientifique internationale (GIEC, Association météorologique internationale, NASA, etc.) et des grandes agences économiques internationales (Agence internationale de l'Énergie, Banque mondiale, Fonds monétaire international, etc.) sur l'impact des gaz à effets de serre sur le climat et sur leurs conséquences: insécurité alimentaire, politiques et économiques qui constitueront les principales menaces à la paix et à la démocratie.

Ce sont les jeunes et leurs enfants qui feront les frais de toutes ces politiques à courte vue. Et on voudrait que tous ces jeunes entrent sagement dans leurs salles de cours et qu'ils ne perturbent surtout pas notre confort! Ne voit-on pas, comble du paradoxe, que ces jeunes défendent les intérêts mêmes des policiers et policières et de leurs enfants?

Aujourd'hui, je suis Naomie Tremblay-Trudeau. Aux côtés des jeunes, je serai à la marche du 11 avril pour le climat et à celles qui s'attaquent à des mesures d'austérité injustes.

Pierre Prud'homme

Accessibilité sociale du transport en commun, premier bilan**Emilie Frémont-Cloutier**

En novembre 2014, nous avons organisé une rencontre mensuelle sur l'aménagement urbain et transport en commun à Québec avec Marc Boutin géographe. Avec ses 34 participant-es, cette activité a été un franc succès. Nous avons organisé cette rencontre parce qu'il était crucial de connaître l'histoire de la ville de Québec et de son développement, notamment avec la rénovation urbaine des années 60, afin de bien comprendre le contexte dans lequel nous nous trouvons actuellement. La présentation nous a confirmé que c'est principalement la logique de marché, les intérêts économiques, qui guident les décideurs de la Ville de Québec quant au développement du transport en commun. Non seulement ces priorités les emmènent-ils à hausser les tarifs de façon considérable chaque année, mais font en sorte que l'aménagement des parcours de transport en commun n'est aucunement fait en fonction des besoins des personnes en situation de pauvreté.

Notre ville n'est plus bâtie comme une communauté urbaine, c'est-à-dire, en quartiers où tous les services essentiels sont rapprochés et à proximité des citoyens et citoyennes. Dans la ville néolibérale chaque fonction est fragmentée et on se promène en voiture d'un service à un autre : « Tu vas à l'université pour tes cours, dans un gratte-ciel à Sainte-Foy pour le travail, sur la Grande-Allée pour sortir et on va dormir en banlieue » (CAPMO, novembre 2014). Pour une personne qui a déménagé en périphérie de la ville, parce qu'au centre les loyers sont de plus en plus chers, ça devient moins facile d'avoir accès à des services essentiels. Surtout si elle n'a pas de voiture et qu'elle n'a pas d'argent pour payer le transport en commun toujours plus onéreux. Que fait la personne qui ne peut se payer une voiture dans une ville où l'automobile est reine?

Dans la visée d'approfondir notre analyse, mais aussi pour créer des alliances à moyen- long terme, nous avons contacté deux femmes de l'organisme *Fair Fares Calgary*. J'ai discuté avec elles pendant deux heures ! Leur organisme lutte depuis 1998 pour l'accessibilité sociale du transport en commun. En 2005, elles ont obtenu que la ville instaure un programme de tarification sociale du transport en commun et que son financement fasse partie du budget régulier et récurrent de la ville. Depuis, les militant-es de l'organisme revendiquent qu'une part toujours plus importante de la population ait accès à une tarification sociale et elles ont obtenu beaucoup de gains. Leurs stratégies de mobilisation, l'enquête qu'elles ont développée, de même que leur utilisation du recueil de témoignages, nous ont beaucoup inspiré dans la construction de notre démarche d'enquête.

Le collectif ne s'est pas constitué comme nous l'envisagions au départ. Au lieu de se concentrer en un seul groupe qui se rencontre régulièrement, il tend à se développer en «groupes locaux d'animation». Ainsi, un membre du CAPMO nous a mis en contact avec un groupe de citoyens dont il fait partie, le Chantier mobilité Sainte-Foy. Ce groupe s'intéresse aux enjeux de la mobilité et de l'accès au transport en commun. Depuis, nous collaborons ensemble. Ce groupe a maintenant débuté l'animation d'une enquête dans son milieu, avec sensiblement le même questionnaire pour les données quantitatives, mais une animation avec leur couleur propre pour aller chercher des informations plus qualitatives. Tout récemment, un autre groupe veut possiblement devenir un «porteur de l'enquête» dans sa communauté. Il s'agit de Regroupement action familles de Lac Saint-Charles (RAFAL). Il travaille actuellement à envoyer le questionnaire en ligne et va peut-être le distribuer à diverses associations.

Accessibilité sociale du transport en commun, premier bilan

Emilie Frémont-Cloutier


L'objectif *Construire collectivement un outil de recueil d'information* est maintenant atteint. Comme nous l'avions planifié, avec le collectif d'enquête, nous avons eu plusieurs rencontres de brassage d'idées afin d'en arriver à une version finale du questionnaire. Des questions qui permettent de mesurer le niveau d'accessibilité au transport en commun, tant en matière de coût, qu'au niveau des parcours et de leur fréquence et le lien avec le mode de déplacement que la personne utilise pour répondre à ses besoins. C'est en collaboration avec le groupe Chantier mobilité Sainte-Foy que le questionnaire s'est constitué.

L'objectif *Collecter des données sur les impacts de la tarification élevée du transport en commun* est partiellement atteint. Déjà, 55 questionnaires ont été remplis et le comité pour l'accessibilité sociale a animé l'enquête dans 5 groupes. Ces groupes sont : Atout-lire, l'Organisation pour la santé mentale œuvrant à la sensibilisation et à l'entraide (OSMOSE), l'Association pour la défense des droits sociaux du Québec métropolitain (l'ADDS-QM), le Centre des femmes de la Basse Ville et le HLM Chanoine Laroque (en collaboration avec le centre des femmes de la Basse-Ville). Des rencontres sont planifiées dans 6 autres groupes, soit le HLM Bourlamaque (dans le quartier Montcalm), Croissance travail, Alphabeille Vanier, le Café-rencontre du centre-ville et le HLM du Roi.

Par ailleurs, nous avons été confrontés à certaines situations démontrant le besoin de sensibilisation auprès de certains intervenant-es. Ceci nous apporte d'autres éléments d'analyse. Quelques organismes, surtout en périphérie de la ville, nous ont signifié qu'après avoir consulté les participant-es à leurs activités, qu'il y avait peu de gens intéressés à l'enjeu du transport en commun. Dans plusieurs secteurs,

c'est en partant des préoccupations concrètes des citoyens et des intervenants quant aux déplacements que l'on peut progressivement les sensibiliser à l'importance du transport en commun pour la communauté. Il s'avère aussi intéressant de sortir des quartiers centraux afin d'évaluer d'autres perspectives. Cela nous confronte à l'importance de partir de la réalité des personnes pour les mobiliser et les rejoindre là où elles sont rendues dans leur niveau de conscience. Il apparaît évident que notre analyse s'approfondit tout au long de l'enquête et que nous avons continuellement besoin d'effectuer de nouvelles réflexions et d'avoir de nouveaux apports théoriques. En mai 2015, nous prévoyons organiser un évènement grand public, une Table ronde qui aura pour titre : *Regard croisés sur l'accessibilité sociale au transport en commun*. Lors de cette rencontre, les panelistes poseront leur regard particulier sur l'enjeu de l'accessibilité au transport en commun sous l'angle de la géographie, de la santé publique et de la solidarité sociale.

La tenue de la table ronde servira non seulement à approfondir notre analyse, mais sera un moment important de mobilisation, nous permettant de présenter notre enquête et tout le chemin parcouru jusqu'à maintenant. En plus des ateliers que nous continuons d'animer dans des groupes jusqu'à la mi-mai, nous préparons des présentations pour les journées **Ensemble autrement** du Collectif pour un Québec sans pauvreté qui auront lieu à Sherbrooke le 22 et 23 avril prochain sur le thème de : La lutte aux préjugés. Nous y ferons une présentation ayant pour titre : «Société du tout à l'auto et exclusion sociale». Nous tiendrons aussi un kiosque le 25 avril prochain au Printemps des alternatives, évènement organisé par le Réseau du forum social de Québec Chaudière-Appalaches.

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
 <p>Les événements engagés de la Capitale-Nationale et plus !</p> <p>Média de la démocratie en action</p> <p>www.reseauforum.org</p> <p>Le seul média pour une vue d'ensemble des activités socio-politiques et communautaires : arts engagés, solidarité locale et internationale, défense des droits, démocratie, écologie ... — manifestations, conférences, ateliers, etc.</p>			01	02	03 CAPMO, Ciné partage L'Afrique du sud au-delà du pardon, 12h à 15h	04
05 Pâques	06	07	08	09	10 Hockey aux cartes à 16 h 435 rue du Roi	11 Marche Action climat à Québec
12 Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi	13	14	15	19h à 21h 16 Soirée mensuelle du CAPMO	17 Hockey aux cartes à 16 h 435 rue du Roi	18
19 Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi	20	21	22 Ensemble autrement, Collectif pour un Québec sans pauvreté, Sherbrooke	23 Ensemble autrement, Collectif pour un Québec sans pauvreté, Sherbrooke	24 Hockey aux cartes à 16 h 435 rue du Roi	10h à 16h30 25 Printemps des alternatives au Centre Mgr Bouffard, 680 Raoul-Jobin , Québec Réseau du Forum social
26 Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi	27	28	29	30	01 01 mai Fête international e des travailleurs et des travailleuses	02